

Mesdames, Messieurs,

Merci à toutes et à tous d'être présents aujourd'hui devant notre Mairie.

Si nous sommes réunis, dans nos communes d'Indre-et-Loire, c'est à l'appel de l'Association des Maires de France et de l'Association des Maires d'Indre-et-Loire, pour affirmer ensemble notre attachement aux valeurs de la République et rappeler ce qui nous unit au-delà de nos différences.

Aujourd'hui, nous voulons porter un message simple, mais essentiel : un message d'apaisement, de responsabilité et de fermeté face à toutes les formes de violence.

Dans une démocratie, chacun doit pouvoir exprimer ses inquiétudes, défendre ses convictions et faire entendre ses revendications. C'est un droit fondamental qui doit être respecté. Mais si la colère peut s'exprimer et si la contestation a toute sa place dans notre démocratie, la violence, l'intimidation et la destruction ne peuvent jamais constituer une réponse.

Nous condamnons ainsi fermement les violences et les dégradations qui prennent notamment pour cible les services publics de proximité.

Les Mairies, les centres communaux d'action sociale (CCAS), les commerces et, plus largement, tous les lieux qui font vivre nos communes ne peuvent pas devenir les victimes de ces violences.

Derrière chaque Mairie, il y a des femmes et des hommes qui s'engagent chaque jour au service de leurs concitoyens.

Derrière chaque CCAS, il y a des agents qui accompagnent les personnes les plus fragiles, les familles en difficulté, les personnes âgées et celles qui ont besoin d'aide.

Derrière chaque commerce, il y a aussi des femmes et des hommes qui travaillent, investissent, prennent des risques et contribuent à la vitalité de nos villages et centres-villes.

Tous ces acteurs sont indispensables à notre quotidien et à la solidarité qui fait la force de nos communes. Quand une mairie est dégradée, quand un service public est empêché de fonctionner ou quand un commerce est vandalisé, ce sont finalement les habitants qui en subissent les conséquences, et souvent les plus vulnérables.

En tant que Maire, comme l'ensemble des élus locaux, je sais combien nos concitoyens peuvent traverser des difficultés, exprimer des inquiétudes et parfois ressentir de la colère. Notre responsabilité est de les écouter, de maintenir le dialogue, de rechercher des solutions et de préserver ce lien de confiance indispensable entre les habitants et les institutions.

C'est pourquoi, face aux tensions que nous traversons, nous devons collectivement privilégier l'écoute, le respect et l'apaisement.

Aujourd'hui, notre rassemblement n'est pas celui d'un camp contre un autre. Il est celui de citoyens, d'élus et de femmes et d'hommes attachés à la République, à ses principes et à ses valeurs.

Liberté, Égalité, Fraternité : ces mots ne sont pas de simples symboles. Ils sont le fondement de notre pacte républicain et doivent continuer à guider nos actions.

Nos communes sont des lieux de proximité, d'écoute et de solidarité. Elles incarnent cette République du quotidien, celle qui accompagne, qui protège et qui rassemble.

Nous avons une responsabilité collective : préserver ce qui nous rassemble, protéger ce qui nous est commun et faire en sorte que le dialogue demeure toujours possible.

Je veux enfin remercier l'ensemble des élus, des agents municipaux, des forces vives de nos communes et des habitants qui se joignent à cette démarche.

Nous pouvons avoir des désaccords, parfois profonds. Nous pouvons exprimer des colères, des inquiétudes et des revendications. Mais nous devons toujours nous souvenir que ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise.

Nous condamnons toutes les formes de violence et appelons à ce qu'elles cessent. Car la République ne se construit ni dans la violence, ni dans la destruction. Elle se construit dans le respect, le dialogue et la solidarité.

C'est cette République, proche de ses habitants, attentive à chacun et fidèle à ses valeurs, que nous voulons continuer à faire vivre dans nos communes et dans notre pays.